

# Transformer les normes sociales, promouvoir l'égalité

Tirer des enseignements des succès en RDC

*« Le but était de susciter des changements durables dans les normes sociales liées à la violence envers les femmes et les enfants, de sorte que la violence devienne inacceptable, que les personnes survivantes soient soutenues et que les hommes et les femmes entretiennent des relations équitables et non violentes <sup>1</sup>. »*

## Quel impact célébrons-nous ?

En 2015, Tearfund et son partenaire HEAL Africa ont lancé un projet dans 15 villages de la province de l'Ituri, en République démocratique du Congo (RDC). Selon une étude de base réalisée dans ces villages, 69 pour cent des femmes avaient subi des violences exercées par un partenaire intime dans les 12 mois précédant l'étude, et 68 pour cent des hommes avaient perpétré de tels actes de violence.



Sur le seuil d'une habitation dans la province de l'Ituri, en RDC. Photo : Arlette Bashizi/Tearfund

<sup>1</sup> Palm, Selina et al. (2019) *Rethinking relationships: moving from violence to equality. What works to prevent violence against women and girls in the DRC*, Teddington, Royaume-Uni : Tearfund, p 5  
<https://learn.tearfund.org/-/media/learn/resources/reports/2019-tearfund-consortium-rethinking-relationships-en.pdf>.

Un peu plus de deux ans plus tard, une seconde étude a été menée, comparable à la première <sup>2</sup>. Le nombre de femmes ayant subi des violences perpétrées par un partenaire intime avait été réduit de plus de la moitié (tombant à 29 pour cent) et le nombre d'hommes exerçant ces violences avait également considérablement diminué (tombant à 24 pour cent). En outre, en 2017, comparé à 2015, quatre fois plus d'hommes déclaraient s'être interposés dans des situations de violence entre partenaires intimes (VPI) impliquant des amis ou des voisins.

Ces **comportements** relatifs à la VPI sont souvent influencés par les **normes sociales**. Dans leur définition la plus simple, ces normes constituent « les règles informelles, souvent non écrites, qui définissent les actes considérés comme acceptables, appropriés et obligatoires dans un groupe ou une société donnée(e) <sup>3</sup> ». En 2015, une majorité d'hommes (76 pour cent) et de femmes (67 pour cent) des communautés participantes étaient d'accord avec la « règle non écrite » selon laquelle un homme est en droit d'avoir un rapport sexuel avec sa partenaire, même si celle-ci n'en a pas envie. Ces chiffres avaient considérablement diminué lors de l'enquête de fin de projet, passant respectivement à 40 et 46 pour cent. Une diminution du même ordre a également été constatée concernant la justification de la violence physique entre partenaires intimes : beaucoup moins de répondants hommes et femmes étaient d'accord pour dire qu'il y a des situations dans lesquelles une femme mérite d'être frappée <sup>4</sup>.

Une évolution a également été observée dans les normes sociales, ou « règles non écrites », ayant un lien moins direct avec la VPI, mais concernant plus généralement l'égalité femmes-hommes, le pouvoir et les responsabilités au sein des relations. En 2015, 90 pour cent des répondants masculins estimaient que les hommes étaient supérieurs aux femmes, tandis que 81 pour cent pensaient qu'une femme devait toujours obéir à son mari. Ces chiffres étaient passés respectivement à 70 et 61 pour cent en 2017. En 2015, près de 90 pour cent des hommes, mais aussi des femmes, considéraient que le rôle principal d'une femme consistait à prendre soin de sa famille et à cuisiner pour elle. En 2017, ce chiffre était de 63 pour cent chez les hommes et 75 pour cent chez les femmes. Nous observons que cette norme est toujours reconnue et acceptée par la majorité des gens ; elle nécessite donc un travail supplémentaire, notamment auprès des

---

<sup>2</sup> Les données de l'étude de base ont été recueillies en juin et juillet 2015 (c.-à-d. au début du projet) ; pour cela, 769 personnes issues de foyers sélectionnés au hasard ont été sondées (369 hommes, 400 femmes). Les données de l'évaluation de fin de projet ont été recueillies en novembre et décembre 2017, auprès de 1 218 personnes (599 hommes, 619 femmes). Bien que la taille de l'échantillon de population ait augmenté entre l'étude de base et l'évaluation de fin de projet, les autres facteurs démographiques étaient sensiblement les mêmes, y compris l'âge moyen et le niveau d'instruction des participants. Toutefois, des techniques statistiques ont été employées pour établir si les différences dans les variables d'intérêt (y compris concernant les personnes ayant subi des violences perpétrées par un partenaire intime et les auteurs de telles violences) entre les études de base et de fin de projet pouvaient s'expliquer par des différences sociales et démographiques mineures entre les échantillons. Aucune preuve n'a été trouvée pour étayer cette possibilité.

<sup>3</sup> Cislighi, Beniamino et Lori Heise (2018) « Theory and practice of social norms interventions: eight common pitfalls », *Globalization and Health*, 14 (83) p 2. [Théorie et pratique des interventions axées sur les normes sociales : huit pièges courants, paru en anglais dans la revue Mondialisation et santé]

<sup>4</sup> Au moment de la rédaction de cette étude de cas, Tearfund travaillait avec des partenaires pour élaborer des méthodes de recherche qui ciblent et mesurent les normes sociales de manière encore plus efficace. Cela signifie par exemple que, pour évaluer les normes sociales liées à la violence entre partenaires intimes, nous ne poserions pas seulement la question « est-il acceptable pour un homme de frapper sa femme ? » mais aussi « les gens de votre communauté trouvent-ils *acceptable* qu'un homme frappe sa femme ? » et « est-il *courant* pour les hommes de votre communauté de frapper leur femme ? ». Tearfund et ses partenaires appliquent en fait ces nouvelles méthodes aux normes sociales concernant non seulement la violence entre partenaires intimes mais aussi la planification familiale. Notre publication la plus récente sur ce thème se trouve ici : <https://learn.tearfund.org/en/resources/research-report/masculinities-faith-and-peace-in-nigeria>.

femmes, qui semblent avoir profondément internalisé cette croyance qui favorise l'inégalité entre les hommes et les femmes.

Enfin, nous célébrons également le fait que les survivantes de violences bénéficient désormais d'un soutien accru. L'un des changements comportementaux les plus notables est qu'en 2017, 40 pour cent des survivantes qui avaient subi des actes de violence d'un partenaire intime au cours de l'année écoulée s'étaient tournées vers des responsables religieux pour en parler ou demander de l'aide – contre 2 pour cent en 2015. On a également constaté une diminution de la stigmatisation normative des survivantes de toutes formes de violences faites aux femmes et aux filles (VFFF). Par exemple, la proportion d'hommes qui *n'étaient pas d'accord* avec l'idée qu'un homme doit rejeter sa femme si elle a été violée a augmenté, passant de 53 à 72 pour cent. Il s'agit d'un changement de mentalité essentiel, car il signifie que les femmes vont plus facilement demander de l'aide. Un autre changement tout aussi important a été observé : les survivantes elles-mêmes étaient moins susceptibles, en 2017, de se sentir coupables après avoir subi des violences. La proportion de survivantes de VFFF qui *n'étaient pas d'accord* avec l'affirmation « je me sens coupable » avait augmenté, passant de 47 pour cent lors de l'étude de base à 72 pour cent en fin de projet.

## Mobiliser les groupes religieux pour prévenir les violences faites aux femmes et aux filles dans les communautés affectées par des conflits

**Lieu :** 15 villages dans la province de l'Ituri, en RDC

**Période de mise en œuvre :** avril 2015 à 2017

**Mise en œuvre :** Tearfund et HEAL Africa

**Financement :** le gouvernement britannique, dans le cadre du programme mondial *What Works to Prevent VAWG* (Ce qui fonctionne pour prévenir la violence à l'égard des femmes et des filles)

**Évaluation :** en 2017, par une équipe de chercheurs indépendants de l'université de Stellenbosch, Afrique du Sud

### Quelle est notre contribution ?

Nous pensons que le projet mené par Tearfund et HEAL Africa a contribué aux changements survenus entre 2015 et 2017. Il est important de mentionner ici qu'aucune autre intervention n'était mise en œuvre par d'autres organisations dans cette zone géographique au cours de la même période.

Fondé sur une approche de Tearfund baptisée Transformer les masculinités, le projet a été essentiellement mis en œuvre par l'intermédiaire de responsables religieux locaux et de membres de communautés religieuses chrétiennes et musulmanes<sup>5</sup>. Soixante-quinze responsables religieux ont suivi une formation pour les aider à évaluer leurs propres connaissances, attitudes et comportements en matière de genre, de masculinités et de VFFF. Ensuite, soutenus par des mentors issus des membres du personnel du projet, ils

<sup>5</sup> Pour en savoir plus sur l'approche Transformer les masculinités, voir :

<https://learn.tearfund.org/fr-fr/how-we-work/what-we-do/sexual-and-gender-based-violence>

ont intégré ce qu'ils ont appris à leurs activités existantes – par exemple dans leurs sermons, groupes de prière, groupes de jeunes, sessions de conseil conjugal – de manière à pouvoir exercer un leadership sur les questions de genre, de masculinités et de VFFF. De plus, trente membres de congrégations religieuses ont été formés en tant que « champions et championnes de genre », leur rôle étant de mobiliser les hommes et les femmes de la communauté plus large à travers une série de dialogues communautaires. Ces dialogues permettent d'aborder le genre, les masculinités et la violence entre partenaires intimes en tenant compte de la foi et de la culture des participants, et de les accompagner tout au long d'un processus d'identification et de « désapprentissage » des normes préjudiciables ayant une incidence sur leur vie.

Bien que le projet ait été essentiellement mis en œuvre par des personnes très impliquées dans leur foi, son impact ne s'est pas limité aux membres actifs de communautés religieuses. En effet, des changements positifs dans les normes sociales liées à la violence entre partenaires intimes, au genre et aux relations ont été constatés à travers l'ensemble de la communauté. Et ces changements positifs se sont également traduits par une diminution du nombre d'actes de violence – subis et perpétrés – entre partenaires intimes. Ce résultat confirme le pouvoir d'action et l'influence des responsables religieux dans le contexte de ce projet, et par conséquent le potentiel qu'ils représentent pour la diffusion des messages et la formation. Par leur intermédiaire, le projet a atteint non seulement des personnes déjà impliquées dans des activités religieuses mais aussi celles peu impliquées ou même non rattachées à un groupe religieux. Toutefois, il convient de noter que l'évolution positive des normes sociales était plus prononcée – de plus grande ampleur – chez les personnes qui avaient participé à des séances de conseil conjugal, à une présentation publique sur les VFFF donnée par un responsable religieux formé, ou à des dialogues communautaires animés par des champions de genre. Ce constat nous conforte encore plus dans l'idée que le projet a indéniablement largement contribué aux changements observés : les activités du projet ayant eu un effet domino puisque les changements dans les **normes sociales** chez les personnes participant directement au projet ont mené à des changements de **comportement** dans la communauté plus large (qui n'avait pas participé au projet).

Auteure : Rachel Paton, analyste spécialisée en recherche et apprentissage (Tearfund)

Remerciements : cette étude de cas a été rédigée par Rachel Paton, avec la participation de Francesca Quirke. Elle s'appuie sur :

- Palm, Selina *et al.* (2019) « Rethinking relationships: moving from violence to equality. *What works to prevent violence against women and girls in the DRC* », Teddington, Royaume-Uni : Tearfund  
<https://learn.tearfund.org/en/resources/research-report/rethinking-relationships-moving-from-violence-to-equality> [Repenser les relations : passer de la violence à l'égalité. Ce qui fonctionne pour prévenir la violence à l'égard des femmes et des filles en RDC.] En anglais seulement.
- Le Roux, Elisabet *et al.* (2020) « Engaging with faith groups to prevent VAWG in conflict-affected communities: results from two community surveys in the DRC », *BMC International Health and Human Rights*, 20 (27) [Mobiliser les groupes religieux pour prévenir les VFFF dans les communautés affectées par des conflits : résultats de deux enquêtes communautaires en RDC]. En anglais seulement.

Chaque année, nous passons en revue toutes les évaluations de projets effectuées par Tearfund et ses partenaires tout au long de l'année écoulée. Nous les synthétisons et en extrayons les principaux apprentissages et preuves d'impact. Le rapport d'évaluation rédigé par Le Roux *et al.* (2020), dont le texte complet est publié dans la revue *BMC International Health and Human Rights*, est l'un des 39 rapports d'évaluation que nous avons synthétisés en 2021. Nous l'avons sélectionné comme base pour cette étude de cas, car les scores qu'il a obtenus au regard des principes d'évaluation des preuves du réseau Bond ([Bond Evidence Principles](#)) – voix et inclusion, adéquation, triangulation, contribution, et transparence – étaient parmi les plus élevés.

© Tearfund (2021)

---

Tearfund, 100 Church Road, Teddington, TW11 8QE, Royaume-Uni.  
☎ +44 (0)20 3906 3906 ✉ [publications@tearfund.org](mailto:publications@tearfund.org) [learn.tearfund.org](https://learn.tearfund.org)

Siège social : Tearfund, 100 Church Road, Teddington, TW11 8QE, Royaume-Uni. Enregistrée en Angleterre sous le numéro 994339. Une société limitée par garantie. Association caritative enregistrée sous les numéros 265464 en Angleterre et au pays de Galles et SC037624 en Écosse.

The logo for Tearfund, featuring the word "tearfund" in white lowercase letters on a blue rectangular background.